

SERVICE DE PRESSE UKRAINIEN.

Adresse:

Prague II, Boîte postale No. 163
(Tchécoslovaquie).

No 2 Prague, le 24 juin 1931.

L'Administration prie tous les organes de la presse qui inséreront nos informations de bien vouloir lui faire parvenir les numéros respectifs de leurs publications à l'adresse: Prague II, Boîte postale No. 163 (Tchécoslovaquie).

Les Ukrainiens en Union soviétique.

La presse en Ukraine soviétique.

Au 1er avril 1931 il y avait en Ukraine soviétique 248 journaux avec un tirage de 5,040.000 exemplaires. Ces journaux paraissent en langues ukrainienne, russe, juive, polonaise, allemande, bulgare et tartare. Le tirage du quotidien „Le Communiste“ de Kharkov (édité en ukrainien) atteint 300.000 exemplaires, le quotidien „Komsomolec Ukraïny“ (édité en ukrainien) est tiré à 140.000 exemplaires, le quotidien „Visty“ (édité en ukrainien à Kharkov) à 200.000 ex. et „Radianské Selo“ (ukr.) à 350.000 ex. (Proletarska Pravda“, 5. V. 1931).

La population de l'Ukraine soviétique d'après le recensement du 17. XII. 1926.

Nombre total	29,019.747.	Polonais	476.435.
Ukrainiens	23,218.860.	Allemands	393.924.
Russes	2,677.000.	Moldaviens	257.794.
Juifs	1,547.391.		

Le nombre respectif des Bulgares, Blanc-Ruthènes, etc. est inférieur à 100.000.

La densité de la population en Ukraine soviétique est de 64,9 par km. carré. (Données publiées dans le recueil statistique „L'Ukraine de 1929“, Kharkov, 1930.) En dehors de l'Ukraine soviétique dans l'Union des Républiques soviétiques il y avait en 1926 7,873.229 Ukrainiens.

Le sort tragique d'un savant ukrainien.

Le professeur Buzuk, savant linguiste et slaviste, arrêté par les bolchéviks, pour échapper aux tourments moraux et physiques auxquels il était exposé s'est arrosé de pétrole et a tenté de se brûler vivant. Il a été gravement brûlé. Ce savant qui, entre autres, a participé au dernier congrès des philologues slaves à Prague (Tchécoslovaquie) en 1929, se tenait toujours à l'écart de toute activité politique. Après cette tentative de suicide le malheureux savant est devenu fou.

L'état catastrophique de l'instruction publique en Ukraine.

Le commissaire à l'instruction publique de l'Ukraine soviétique, Skrypnyk a déclaré dans son discours publié dans l'organe officiel de son commissariat („Radianska Osvita“) que pour l'année 1930/31 il manque en Ukraine 9500 instituteurs c. à d. 59% du nombre total des instituteurs nécessaires pour assurer l'enseignement normal. D'après le calcul approximatif il n'y a pas moins de 500.000 enfants qui restent sans instruction. M. Skrypnyk promet que l'analphabétisme sera liquidé dans les provinces ukrainiennes dans l'ordre suivant: dans la province de Kharkov en 1942, dans la province de Dnipropetrovsk en 1947, dans celle de Kremenchtoug en 1957 et dans celle de Poltava seulement en 1962. C'est comme cela que les bolchéviks „rattrapent et dépassent l'Europe Occidentale“... („Pytannia socialistyčnoji Osvity“ — „Questions de l'instruction socialiste“, 1930, p. 267.)

C'est le même M. Skrypnyk qui a jugé nécessaire d'user du mensonge pour déclarer aux journalistes étrangers à Kharkov, en 1930: „Cette année nous donnerons l'enseignement aux 4 millions d'illettrés de façon que l'année prochaine il n'y aura plus d'illettrés parmi les personnes adultes de notre population c. à d. parmi les personnes âgées de moins de 45 ans“. (Šliach Osvity“ Nos 11—12, 1930.) Les journalistes étrangers ne savent pas l'ukrainien et ne peuvent pas vérifier les déclarations du commissaire communiste.

Le „Communiste“ de 19. V. écrit que l'année prochaine 1931/32 il manquera en Ukraine 17.000 maîtres des écoles populaires.

„La Nouvelle Ukraine“ aux bords de l'Océan glacial.

Les bolchéviks russes, occupants actuels de l'Ukraine, déportent les Ukrainiens dans les régions russes du Nord pour les y employer aux travaux forestiers. Nous sommes informés que seulement dans les provinces russes de Vologda et d'Archangel il y a plus d'un million d'Ukrainiens déportés. On appelle à Moscou ces régions lointaines et désertiques „Nouvelle Ukraine“. C'est principalement du travail des Ukrainiens réduits à l'état d'esclaves que Moscou profite pour exporter à bas prix les produits forestiers. On nous informe que parmi les Ukrainiens déportés se trouve un savant slaviste ukrainien bien connu Vsevolod Hancov, collaborateur de l'Académie ukrainienne des Sciences à Kiev, qui fut condamné à cinq années de prison dans le procès arrangé par les agents-provocateurs bolchévistes sous le titre de l'union pour l'affranchissement d'Ukraine (à Kharkov 1930).

Les Ukrainiens insurgés contre la dictature bolchéviste.

Léopol, mai 1931. — De nouveaux groupes d'Ukrainiens ont passé la frontière polono-soviétique pour se réfugier en Galicie Orientale après avoir pris part aux révoltes antibolchévistes.

Fusillades en Ukraine soviétique.

Après les arrestations parmi les Ukrainiens auxquelles le GPU a procédé à Kharkov, à Odessa et à Kiev de nombreux Ukrainiens, ingénieurs, officiers, instituteurs etc. ont été fusillés. On communique que parmi les fusillés se trouve aussi le colonel Kossak originaire de la Galicie qui s'est distingué pendant la récente lutte de l'Ukraine pour son indépendance comme organisateur de l'armée nationale ukrainienne.

Le journal ukrainien à Léopol „Dilo“ a publié une demande de renseignements adressée aux autorités bolchévistes et concernant les Ukrainiens originaires de la Galicie arrêtés dernièrement en Ukraine soviétique. Mais les bolchéviks gardent le silence. Les familles de ces Ukrainiens en Galicie ne recevant depuis longtemps de leurs nouvelles on considère que le silence des autorités bolchévistes justifie les pires appréhensions.

Chauvinisme russe.

Il y a 70% d'Ukrainiens parmi les ouvriers de l'usine „Energobud“. L'administration de cette usine s'obstine à ignorer les droits de la langue ukrainienne. Le vice-directeur, le communiste Siedov, a déchiré la demande écrite en ukrainien qu'un ouvrier lui a adressé („Communiste“ de Kharkov 18. V. 1931).

La russification des enfants ukrainiens.

Malgré la menteuse „Ukrainisation“ des institutions publiques en Ukraine soviétique, que le gouvernement proclame avec la plus grande hypocrisie, on continue d'empêcher l'organisation effective des écoles ukrainiennes. Sur la mine „Vietka“ (Bassin de Donetz) l'école compte 720 écoliers, Ukrainiens en majorité. On les enseigne en langue russe malgré toutes les protestations des parents.

La centralisation augmente.

Pour empêcher la „déviation“ de l'opinion publique en Ukraine contre les desseins du gouvernement de Moscou on a commencé dès le 1-er juin à imprimer à Kharkov une édition parallèle de l'organe central du parti communiste „Pravda“, paraissant à Moscou. On transporte les matrices de Moscou à Kharkov par avion.

Les déjeuners chauds pour les écoliers — „maximalisme pédagogique“.

Le commissaire à l'Instruction publique de l'Ukraine soviétique, le communiste Skrypnyk, a déclaré dans son discours: „La question des déjeuners chauds est posée d'une manière de plus en plus accentuée, jusqu'à exiger l'entretien complet des enfants. C'est un maximalisme pédagogique. Tandis qu'il faudrait poser cette question comme suit: on a un morceau de pain et cela suffit.“ („Radianska Osvita“ Kharkov, Nos 10—12, 1930.)

Militarisation de la jeunesse.

Une conférence au sujet de la formation militaire de la jeunesse a eu lieu en Ukraine. La conférence s'est occupée principalement de la question de la formation militaire obligatoire de la jeunesse communiste. („Komsomolec Ukrajinu“, 7. V. 1931.)

Comment les bolchéviks ont conquis l'Ukraine.

Maurice Laporte dans son livre „Les mystères du Kremlin“ raconte les exploits de Béla Kuhn, communiste hongrois bien connu, en Ukraine en 1921, exploits qui ont valu à Béla Kuhn le surnom de „boucher de l'Ukraine“.

„Béla Kuhn m'expliquait qu'à peu près à l'époque de l'insurrection de Kronstadt, il brisait, en Ukraine, une révolte des paysans. — Je ne parlai jamais avec les révoltés. Quand j'arrivais dans un district qui avait pris les armes plutôt que d'accepter les réquisitions, je faisais encercler les villages avec des mitrailleuses. Cette bonne précaution prise, nous mettions le feu aux isbas. Ainsi, tout ce qui ne voulait pas périr brûlé, s'en venait servir de cible à nos balles. J'ai obtenu ainsi d'intéressants résultats“ (pp. 179—180).

Les „komsomolets“ (Jeunesse communiste) s'enfuient des mines de Donbas.

Pour contraindre les ouvriers affamés à travailler d'une manière plus intensive les bolchéviks organisent, principalement dans la jeunesse communiste, des équipes spéciales dites „équipes d'assaut“ qui doivent manifester „l'enthousiasme ouvrier“. Le

quotidien „Komsomolec Ukraïny“ du 22 mai 1931, Kharkov, relate les résultats de cette expérience. Au cours de 1930, 31057 komsomolets ont été transférés dans Donbas. 15.381 ont pris la fuite. Sur 82.000 personnes transférées dans le Donbas 75.000 se sont évadées. Le plan de la formation des milliers d'ouvriers qualifiés n'est pas exécuté. La situation, quant à la formation de nouveaux cadres, l'organisation des cours spéciaux etc., ne peuvent être qualifiées autrement que de catastrophiques.

Les enfants abandonnés à Kiev.

Le journal „Proletarska Pravda“ de Kiev est d'avis que pour la lutte effective contre les enfants abandonnés et affamés il faudrait organiser „des détachements de volontaires et d'ouvriers avec la participation de la cavalerie légère (le 30. mai 1931). Il semble cependant qu'au lieu d'appliquer des moyens draconiens contre ces enfants, malheureuses victimes du régime bolchéviste, il serait plus naturel de leur donner à manger et de les envoyer à l'école.

La composition des contingents d'ouvriers dans les mines de Donbas.

Le „Komsomolec Ukraïny“ de Kharkov, du 19 mai 1931, communique que parmi la jeunesse ouvrière il y a 50% d'ouvriers qui viennent de la campagne.

Le manque de discipline ouvrière dans le Donbas.

Il n'y a pas un seul puits où l'on ne signale de fréquentes absences d'ouvriers, de la négligence dans le maniement des machines et des outils et par conséquent des dégâts. Autant de conditions pour diminuer la production. („Proletarska Pravda“, Kiev, le 5. mai 1931.)

„Villages de Potemkine“ dans un film soviétique.

K. Radek écrit dans les „Izvestia“ de Moscou sur le nouveau film „La symphonie de Donbas“ et signale que le film en question a été tourné non pas dans le bassin de Donetz en Ukraine mais à Pétersbourg, à la Perspective du 25. Octobre (ci-devant Perspective Nevsky).

Des collisions sanglantes entre les ouvriers de chemins de fer et les „équipes d'assaut“ envoyées par le parti communiste.

Un garde de chemin de fer à la gare de Iasinovata dans le Donbas a tué deux ouvriers de „l'équipe d'assaut“ et grièvement blessé deux autres ouvriers de la même équipe. („Izvestia“ Moscou, le 26. mai 1931.)

Les semailles en Ukraine.

D'après le journal „Socialističeskoje Zemledel'je“, au 20 mai 1931, il y avait 13.277.0000, hectaresensemencés en Ukraine.

La diminution de la production de l'industrie métallurgique en Ukraine.

Les deux plus grandes usines métallurgiques à Dnipropetrovsk (ancienne Katerinoslav), usine Petrovsky et usine Dzierzynski ont produit respectivement 60,1% et 65,8% de la quantité prévue par le plan. Les journaux soviétiques signalent l'accroissement des prix de revient et l'abaissement de la qualité des produits. Rien qu'au cours du mois de mars à l'usine Petrovsky qui compte 20.000 ouvriers il y a eu 17.397 jours de travail manqués. La raison en est le ravitaillement défectueux des ouvriers et la mauvaise qualité des vivres. („Za Industrializaciju“, Moscou, le 28. mai 1931.)

Les ouvriers affamés ne peuvent pas travailler.

Dans les mines de Donbas les ouvriers ne peuvent pas se procurer de la viande. Ils refusent de travailler car l'administration ne leur paie pas leur salaire. („Pravda“, Moscou, le 26 mai.) On a signalé aussi que par suite du manque de logis les ouvriers sont forcés de camper en plein air ou de coucher à trois sur un même lit. („Za industrializaciju“, 31. V. 1931.)

Les maladies épidémiques.

Dans le Donbas, d'après le journal „Za Industrializaciju“, des dizaines de puits ne disposent même pas pour leurs ouvriers de buanderies primitives, ce qui facilite la propagation des maladies contagieuses. (Moscou, le 3 mai 1931.)

La différence entre les Ukrainiens et les Russes d'une part et Polonais de l'autre.

Un Allemand, qui a séjourné comme prisonnier de guerre en Russie et en Ukraine de 1915 à 1919, compare dans ses souvenirs la vie des paysans ukrainiens à celle des paysans russes et polonais.

„Les Allemands confondent volontiers dans leurs appréciations le ménage polonais („polnische Wirtschaft“) avec le ménage russe. En ce qui concerne la maison et son entretien je dois ici rompre une lance spécialement pour les Ukrainiennes. En bonne conscience je puis constater que l'amour de la propreté des Ukrainiennes me le cède en général en rien à celui d'une villageoise allemande.“ Braun. Unter Zarenherrschaft und Sowjetstern (Sous la domination des tzars et sous l'étoile soviétique) Graz 1930.

Témoignage d'un Ukrainien évadé des Iles de Solovki.

Un Ukrainien, V. Jurčenko, qui s'est évadé, en 1930, des Iles de Solovki (lieu de déportation en Russie bolchéviste) décrit la scène du départ des condamnés à la déportation: „La femme et le petit garçon de l'un des condamnés, pendant son transport de la prison à la gare, s'élancent vers lui. — Père! Où allez-vous? Emmenez-nous avec vous! — retentit la plainte du petit qui s'efforce de rejoindre son père. Mais un soldat de cavalerie rouge fait tourner son cheval, et le petit git le corps écrasé sous les sabots

du cheval, les viscères dehors. On fait éloigner la femme et on transporte le petit mort à la gare." (Jurčenko: „Šliachamy na Solovky", Léopol, 1931.)

L'Industrie houillère du bassin de Donetz (Donbas) en décadence.

Au cours du premier trimestre de cette année on a extrait seulement 62% de la quantité prévue par le plan. Au début du second trimestre, au mois d'avril, on ne signale aucun accroissement de la production. La production défectueuse de Donbas entrave le développement des autres branches de l'industrie et en premier lieu celui de la métallurgie.

Les Ukrainiens en Pologne.

Le communiqué du „Comité des trois" et son appréciation dans la presse ukrainienne.

Le Comité des trois formé à la Société des Nations sous la présidence du ministre Henderson pour examiner les plaintes ukrainiennes contre la persécution de la population ukrainienne par le gouvernement polonais a fait paraître le communiqué suivant:

„Un certain nombre des pétitions concernant la situation de la minorité ukrainienne en Pologne en particulier de la part des députés et des sénateurs ukrainiens, fut examiné par le Comité des Minorités présidé par le représentant de la Grande Bretagne et où les représentants de l'Italie et de la Norvège ont été membres. Les graves questions soulevées par ces pétitions ont constitué le sujet d'un examen détaillé de la part du Comité durant les réunions du Conseil tenues à Genève pendant la session de janvier et à Londres en avril. Cette investigation a convaincu le Comité que la solution de cette question exige un examen attentif des différents facteurs qui y sont engagés, pour cette raison et dans le but d'être sûr de la juste appréciation de la signification et de l'importance de tous les éléments de cette question soumise au Comité, il a considéré qu'il serait désirable d'ajourner la décision de cette question.

Le Comité se réunissait le 21 et le 22 mai. Pendant ces réunions il a pris connaissance de certaines informations communiquées par le représentant de la Pologne suivant lesquelles le Gouvernement Polonais voit la possibilité d'entreprendre quelques démarches pour liquider les plaintes émises dans les pétitions en question.

Au début de ces travaux le Comité eut l'impression très claire que cette affaire serait mieux résolue par quelque règlement intérieur. Pour ne pas éliminer cette possibilité et vu les informations communiquées par le représentant de la Pologne la meilleure voie à prendre était de renvoyer l'examen de cette question à l'assemblée prochaine.

Le Comité est convaincu que l'attitude prise par le Gouvernement polonais trouvera chez la minorité une disposition qui amènera à une conciliation amicale de toutes ces difficultés.

Le Comité considère une pareille co-opération comme essentiellement nécessaire pour assurer un apaisement et de bonnes relations entre les deux éléments de la population."

Dans le „Dilo" de Léopol du 27 mai est parue l'interview de M. Luckyj, député ukrainien à la Diète polonaise. M. Luckyj a déclaré entre autres choses:

„La Société des Nations et son Comité des trois constitue l'aréopage de la paix, c'est pourquoi ils accueillent, dans toute affaire, favorablement les déclarations de „l'intimé" exprimant sa bonne volonté de régler l'affaire paisiblement. Aussi, cette fois encore, le Comité a-t-il choisi, en égard au désir du gouvernement polonais, la même voie avec toutefois cette réserve qu'il le faisait „pour ne pas éliminer cette possibilité". A cette occasion le Comité espère évidemment que les promesses du gouvernement polonais trouveront un écho favorable aussi de notre côté et contribueront à l'établissement de bonnes relations entre les deux peuples. Le Comité des trois n'en fournit pas seulement au gouvernement polonais l'occasion mais sous une forme courtoisement diplomatique il lui donne commission de satisfaire nos revendications d'une façon propre à trouver un écho favorable chez nous et à donner à notre peuple la possibilité de vivre en paix.

Nous attendons du gouvernement polonais, toujours et en premier lieu, des actes concrets basés sur des principes bien nets. S'ils font défaut il n'y aura point d'écho favorable et nous entendrons au mois de septembre la décision fondée du Comité des trois."

L'organe du parti ukrainien socialiste radicale (section de la IIe Internationale socialiste), le „Hromadskyj Holos" de Léopol se déclare fort sceptique quant à la possibilité de régler les relations ukraïno-polonaises et signale la tendance bien prononcée et conséquente du gouvernement polonais vers la dénationalisation forcée et la ruine économique de la population ukrainienne en Pologne.

La ruine des coopératives ukrainiennes en Pologne continue.

Le quotidien „Dilo" du 5 juin communique que dans le district de Dubno, en Volhynie, au cours de ces deux derniers mois, les sociétés coopératives ukrainiennes ont été dissoutes sur l'ordre des autorités polonaises dans les villages suivants: Nosowica Stara, Demidowka, Ptycz, Sudobycze, Chorupan, Ilpyboki, Holowczycze, Baczarowka. La campagne contre les coopératives ukrainiennes trouve son explication dans la politique générale du gouvernement polonais à l'égard du peuple ukrainien dont il tend à entraver, par tous les moyens possibles, le développement culturel et économique. On peut juger du développement possible du mouvement coopératif ukrainien du fait qu'en 1929 il y avait déjà 2746 coopératives ukrainiennes en Galicie Orientale.

La Pologne et la Russie des Soviets forment un front commun contre les coopératives ukrainiennes en Galicie Orientale.

L'Union centrale des coopératives ukrainiennes (Centrosojuz) à Léopol qui est en relations commerciales et financières avec des maisons de commerce et des banques

polonaises, juives, anglaises etc. a conclu, en 1929, un accord avec le représentant des coopératives soviétiques à Berlin, accord qui lui permettait d'effectuer une partie des exportations d'oeufs destinées aux marchés allemands par l'intermédiaire de la représentation coopérative soviétique à Berlin, le Centrosojuz n'ayant pas son représentant en Allemagne. Par suite de ces transactions le Centrosojuz s'est trouvé débiteur des coopératives soviétiques pour une somme d'environ 50.000 dollars sur lettres de change au taux de 10 pour cent. De cette somme l'Union coopérative ukrainienne a payé jusqu'à l'automne 1930 10.000 dollars. La destruction des établissements économiques ukrainiens par les autorités polonaises en automne 1930 a ruiné les coopératives ukrainiennes. La coopération soviétique a cru opportun de porter précisément en ce moment catastrophique le coup décisif à la coopération ukrainienne. La représentation des coopératives soviétiques à Berlin a porté plainte contre le „Centrosojuz“ au tribunal de Léopol et en vertu du jugement prononcé s'est emparée d'une savonnerie du „Centrosojuz“ à Léopol. L'Union coopérative ukrainienne a en fin de compte trouvé le moyen de payer cette dette grâce aux sacrifices de ses membres. La presse chauviniste polonaise n'en a pas moins accusé les chefs du mouvement coopératif ukrainien d'être des „agents bolchévistes“, quoique le fait d'une solidarité d'agissement polono-russe contre la coopération ukrainienne indépendante est en l'occurrence évident. Il ne peut pas être question d'une influence politique des bolchéviks sur la coopération ukrainienne en Galicie Orientale. (Tiré de l'entretien avec le député O. Luckyj, président de l'Union de Contrôle des coopératives ukrainiennes à Léopol. V. „Dilo“ du 23 mai 1931.)

Le communiqué de la fraction parlementaire U. N. D. O. sur les pourparlers avec le parti gouvernemental polonais.

Le 9 mai, le quotidien ukrainien „Dilo“ a fait paraître le communiqué des représentants parlementaires de U. N. D. O. (Union nationale démocratique ukrainienne) dont nous citons le passage suivant:

„Dans le but d'examiner les dommages subis par les Ukrainiens lors de la soi-disant pacification et d'en établir les indemnités équitables les députés ukrainiens ont proposé à la Diète et au Sénat des motions respectives qui ont été cependant rejetées par les voix du parti gouvernemental. Les parlementaires ukrainiens sont alors intervenus auprès des organes gouvernementaux compétents. Ceux-ci ont proposé en raison de cela d'examiner, sous la présidence du parti gouvernemental, tout un complexe de questions polono-ukrainiennes. Prenant en considération la situation du peuple ukrainien en Pologne et la nécessité d'une solution quelconque le Club des représentants ukrainiens à la Diète et au Sénat ainsi que l'Union ukrainienne nationale démocratique (U. N. D. O.) n'ont pas trouvé opportun de rejeter cette proposition. A la conférence polono-ukrainienne, qui a eu lieu ensuite la partie polonaise a déclaré que le gouvernement exige comme base de tous pourparlers au sujet des motions ukrainiennes et des autres revendications d'ordre purement administratif que les représentants ukrainiens fassent au parlement une déclaration de leur loyauté et révoquent leur pétition à Genève.

Les Ukrainiens en tant que partie lésée ont engagé des pourparlers dans la conviction que le gouvernement possédant le pouvoir d'Etat appuierait par des actes concrets sa promesse d'engager dans une voie nouvelle sa politique à l'égard des Ukrainiens. Cette espérance s'est avérée vaine. Les délégués ukrainiens ont été obligés de rejeter les conditions proposées par la partie polonaise dans les pourparlers. Ils ont basé leur décision sur les considérations suivantes: 1^o le fait de la „pacification“ ne pourrait nullement, selon les délégués ukrainiens, servir d'argument pour une nouvelle déclaration de loyauté à la Diète. Le gouvernement polonais auquel incombe la responsabilité pour la „pacification“ n'a rien fait de son côté pour justifier une telle déclaration des délégués ukrainiens devant leur propre conscience ainsi que devant la partie de la population ukrainienne directement intéressée. Une telle déclaration de loyauté renouvelée pourrait bien faire l'impression, et être interprétée dans ce sens que les représentants légaux du peuple ukrainien n'ont pas jusqu'à présent poursuivi une politique loyale mais peut être une politique révolutionnaire vis-à-vis de l'Etat polonais; 2^o la pétition à Genève ne peut pas être révoquée et cela pour deux raisons: d'abord, parce que toutes les motions proposées par la voie constitutionnelle à la Diète et au Sénat et ayant pour but d'examiner et de régler l'affaire dans l'ordre de la politique intérieure ont été rejetées par la majorité gouvernementale et ensuite parce que le gouvernement ne peut pas quand même nier les faits mentionnés dans ladite pétition.

La partie polonaise n'ayant pas donné raison à ce point de vue des délégués ukrainiens les pourparlers ont échoués. La situation politique en Galicie Orientale et dans les autres territoires ukrainiens placés sous la domination polonaise reste jusqu'à présent sans aucun changement.“

Encore un cabinet de lecture „Prosvita“ supprimé en Galicie Orientale.

Le cabinet de lecture de la société ukrainienne „Prosvita“ à Radziechow a été fermé parce que dans sa bibliothèque il y avait des livres contenant des récits historiques sur la lutte de l'Ukraine pour sa liberté dans le passé. Depuis plusieurs années l'administration polonaise a aussi interdit la traduction ukrainienne du conte bien connu de Gogol — „Taras Boulba“ datant d'il y a un siècle.

Les écoles ukrainiennes en Volhynie sous le régime polonais.

Dans le district de Luboml, en Volhynie sur 11.440 enfants d'âge scolaire 7640 enfants seulement ont eu la chance d'être admis à l'école. Le gouvernement polonais qui dépense des sommes considérables pour l'armée ne trouve pas de fonds nécessaires pour l'instruction publique.

Deux ans d'emprisonnement pour un discours.

L'ancien député à la Diète, M. Vyslockyj a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour un discours qu'il a prononcé à une assemblée à Doubliany (district de Dubno

en Volhynie). L'arrêt de la cour d'appel de Lublin a confirmé ce jugement. Vice-président du parti ukrainien socialiste-radical, Simon Żuk, ancien député de la diète polonaise, est aussi condamné à deux ans de prison pour un discours dans une réunion.

Les procédés barbares des chauvinistes polonais.

Le 31 mai a. c. un groupe de „tirailleurs“ (milice du parti du maréchal Pilsudski) fort de 50 hommes a cassé les vitres dans le cabinet de lecture „Prosvita“ au village de Lipica Gorna (distr. de Rohatyn) et y a détruit l'installation intérieure. Dans le même village on avait érigé, en 1928, un monument aux Ukrainiens tombés à la guerre. En automne 1930 la police polonaise a contraint les Ukrainiens de démolir ce monument. Dans la nuit du 30 au 31 mai des personnes inconnues ont élevé un tertre à la place du monument détruit. Les „tirailleurs“ polonais, la nuit suivante ont rasé ce tertre.

Le 60-ième anniversaire de l'écrivain ukrainien, Vasyl Stéfanyk.

Le 14 mai 1931, Vasyl Stéfanyk, le plus grand écrivain ukrainien contemporain, a eu 60 ans révolus. Ses contes d'une valeur artistique remarquable dans lesquels il dépeint la vie des paysans ukrainiens en Galicie Orientale jouissent d'une grande popularité en Ukraine et ont été aussi traduits avec succès en différentes langues européennes. Stéfanyk prend aussi à la vie politique. Il est membre du parti ukrainien socialiste radical et a été en son temps député au parlement autrichien.

L'opinion de l'ancien ministre de l'Instruction publique de Pologne sur la dénationalisation des Ukrainiens.

M. Stanislas Grabski, chef spirituel du nationalisme polonais, a fait, au mois de mai 1931, une conférence à Léopol et a, entre autres, déclaré:

„Tant que la majorité de la population de la Galicie Orientale se considérera comme non-polonaise la lutte des Ukrainiens de Galicie Orientale pour sa séparation de la Pologne et pour son union avec l'Ukraine sur le Dniepr durera“. M. Grabski s'est prononcé pour l'assimilation forcée des Ukrainiens sans ménagements.

L'interdiction des chansons ukrainiennes.

Les autorités polonaises du district de Czortkòw et de Tarnopol (Galicie Orientale) ont interdit la vente et la distribution d'un recueil de chansons populaires ukrainiennes, publié encore en 1918 sous le régime autrichien. Parmi les autres chansons on a interdit l'hymne national ukrainien et une chanson historique, chantée par les Ukrainiens depuis trois siècles, sous le simple prétexte, que ces chansons sont „subversives“.

(„Dilo“ 27: V. 1931.)

Le député ukrainien, M. le Dr. Baran sur le problème ukrainien en Pologne.

Le député Baran, dans son discours du 26 janvier 1931 à la Diète polonaise lors des débats au sujet des abus envers les Ukrainiens en Galicie Orientale, en répondant aux objections du parti gouvernemental polonais, a dit:

„Vous établissez un lien entre la question ukrainienne et Berlin. Vieille chanson. Déjà en 1865/66, à la première Diète galicienne, le devancier de M. Radziwill (député polonais à la Diète. *Réd.*), M. Borkowski a dit: „Il n'y a pas d'Ukraine, il n'y a que la Pologne et la Moscovie. Ukrainiens, Ruthènes c'est une invention autrichienne“. Nous sommes en progrès maintenant. Avant la guerre on prétendait que c'étaient les Autrichiens qui nous avaient inventés, maintenant on parle déjà que nous sommes protégés par les gens de Berlin. Un peuple si nombreux, plus nombreux que le peuple polonais, avec une culture ancienne, plus ancienne que la votre (interruptions sur les bancs), — oui, au Wawel (château à Cracovie, ancienne capitale de Pologne) il y a des inscriptions en notre langue ukrainienne et en latin. Un peuple si nombreux, établi sur des terres riches, ayant l'accès à la mer et au vaste monde, ce peuple ne peut pas être un instrument des Autrichiens ou des Allemands, ce peuple a vécu, il vit et vivra encore, car il veut vivre. Messieurs, lier notre cause, cause ukrainienne, avec les affaires de Berlin, les affaires de UWO,* c'est dénaturer consciemment la réalité dans le but de nous compromettre. Messieurs, toutes nos organisations, tous les membres de notre nation qui n'appartiennent pas aux associations clandestines n'ont jamais eu et n'ont pu avoir rien de commun avec tout cela (il s'agit ici du soi-disant „sabotage“ des Ukrainiens). Vous ne pouvez exiger de nous que nous ne soyons rien de plus que des agents de police polonais; personne d'entre nous ne sera agent de police polonais. Pour cela l'Etat a la police, pour cela l'Etat a la justice“.

Passant à l'examen des raisons de la soi-disant pacification des Ukrainiens le député Baran a signalé:

„Ainsi ce peuple n'a trouvé de secours auprès de personne, il a été battu, ruiné, tourmenté, ses biens, ses établissements, ses acquisitions culturelles et économiques ont été détruits... Le but de tout cela c'était avant tout de faire du tort à notre existence même, de nous détruire, de détruire nos établissements économiques et culturels, nos associations, nos biens.“

Le député polonais Dubois sur les abus du gouvernement de Pilsudski.

Le membre du parti polonais socialiste (PPS), le député Dubois, qui a été avec les autres députés polonais et ukrainiens dans la prison de Brest, en automne 1930, a dit ce qui suit, à la Diète, le 27 janvier, lors de la discussion sur la pacification en Galicie:

„Messieurs, je dois admettre ceci: si quelqu'un a commis un acte de sabotage c. à d. a mis le feu à une meule de blé ou à une grange c'est lui seul qui est responsable pour cet acte criminel. Cependant nous avons rencontré ici une manière toute particulière, singulière de faire justice. Je passe sur le fait que le prétendu développement en toute liberté des associations ukrainiennes est une pure légende, que ce n'est pas que dans les régions scumises à la pacification qu'on dévastait des magasins,

*) „Organisation militaire ukrainienne“ — association terroriste clandestine.

non pas des magasins d'armes et de carabines mais d'innocents magasins de „Maslo-sojuze“ (laiterie coopérative ukrainienne. *Réd.*) Et cela se passait non seulement en 1930 mais aussi dans les années précédentes... Le rapporteur, M. Stronski a dit que toute l'action de la „pacification“ c'était la prise de la population sous la protection des autorités. Comment? Le gouvernement, ce gouvernement puissant de dictature n'a-t-il pas de moyens pour mettre un terme à ces crimes de la possession illégale des armes, à ces crimes d'incendie, à ces crimes de sabotage et de les punir par la voie normale de la justice? Le gouvernement, Monsieur le Ministre, doit-il employer les troupes à cela? Doit-il maltraiter en masse les gens, les fonctionnaires d'Etat doivent-ils déchirer les portraits de Chevtchenko (poète ukrainien. *Réd.*), démolir les locaux et procéder à la dissolution „volontaire“ de toutes les associations ukrainiennes sous la menace et la contrainte?... Je dois convenir, que la motion ukrainienne ne pourrait pas résoudre ce problème, car, Messieurs, si même le gouvernement voulait bien instruire l'affaire elle serait instruite par M. Skladkowski (ministre de l'Intérieur). Or, qui est-ce, si ce n'est M. Skladkowski lui-même, qui a conduit cette pacification?... Ces messieurs du gouvernement ne nient pas pourtant les actes accomplis, vous ne démentez pas, Messieurs, ce que relatent dans leur motion et dans leurs discours les députés ukrainiens sur ces procédés. Vous dites qu'il fallait mettre un terme au sabotage. De deux choses l'une: ou il s'agissait en l'occurrence d'une révolte des Ukrainiens en Galicie Orientale, — alors votre politique poursuivie jusqu'à présent en Galicie Orientale s'avère encore plus menaçante qu'on ne le juge généralement, ou bien il s'agissait d'actes terroristes des groupements ukrainiens séparés plus ou moins nombreux, dans ce cas la question se pose: de quel droit introduit-on un principe qui n'est reconnu dans aucun Etat civilisé, le principe de la responsabilité et du châtement collectifs, du châtement sans instruction ni jugement préalables.

Les Ukrainiens en Roumanie.

Les élections en Roumanie.

Le parti ukrainien nationaliste en Bucovine a conclu, le 3 mai a. c., un accord électoral avec le bloc du président du conseil, Iorga. Cet accord reconnaît au parti ukrainien trois mandats. Le leader du parti ukrainien nationaliste, le Dr. Zalozeckyj, a communiqué à la presse ukrainienne les revendications des Ukrainiens en Roumanie à savoir: l'ukrainien comme langue d'enseignement dans les écoles, amélioration de la situation des établissements ukrainiens, des associations culturelles etc.

Le Dr. Zalozeckyj se réfère aux promesses du ministre roumain des nationalités, M. Rudolph Brands, qui a promis de régler la situation des Ukrainiens en Roumanie dans un esprit d'équité. „Le ministre Brands m'a dit — déclare M. Zalozeckyj — qu'il donnera sa démission si l'on ne reconnaît pas aux Ukrainiens, jusqu'à présent traités d'une manière injuste, tous les droits d'une minorité nationale“. On verra si le ministre Brands tiendra sa promesse. Jusqu'à présent, avant chaque élection, les chefs politiques roumains promettaient toujours beaucoup aux Ukrainiens, mais une fois au pouvoir ils laissaient subsister la même oppression qu'auparavant. („Cas“, quotidien ukrainien de Tchernivtsi, du 14. V. 1931.)

Lors des élections au parlement roumain les Ukrainiens suivants ont été élus: Dr. Zalozeckyj à la chambre des députés et Dr. Mayer-Michalskyj au sénat.

Les Ukrainiens en Tchécoslovaquie.

Congrès des instituteurs en Ruthénie Subcarpathique.

Le 2 mai, un congrès des instituteurs s'est tenu à Užhorod auquel 476 instituteurs ont pris part. Le congrès s'est déclaré décidément contre les manuels scolaires en langue russe comme incompréhensibles pour les enfants du pays. M. J. Husnaj, député au parlement tchécoslovaque a été élu président de l'association des instituteurs ukrainiens en Ruthénie Subcarpathique. L'organe central du parti social-démocrate tchécoslovaque, „Právo Lidu“ de Prague considère les résultats du congrès comme une manifestation de la victoire décisive des tendances ukrainiennes sur le courant russophile en Ruthénie Subcarpathique.

Le parlement de Canada sur la question ukrainienne.

(Ottawa, le 8 mai 1931.)

Mr. Michel Luchkovich (Vegreville): Il est une question qui présente une grande importance pour les 300,000 citoyens d'origine ukrainienne qui habitent les différentes provinces du Canada, et qui commence à être généralement reconnue comme une sérieuse menace pour la paix internationale. Je veux parler du traitement barbare et inhumain infligé à la minorité ukrainienne par la Pologne. Le nombre des non-Polonais atteint le tiers de la population de la Pologne, celle-ci, sur une population totale de 30,000,000 d'habitants compte 7,000,000 d'Ukrainiens et, tout près, au delà de la frontière dans la Russie du Sud il y a 30,000,000 d'Ukrainiens qui sympathisent avec leurs compatriotes résidant en Pologne. Or, il n'est pas difficile de reconnaître suivant les conclusions faites par le correspondant New York Herald Tribune, Mr. John Elliott, que la brutalité des troupes polonaises commence à devenir tout simplement comme „une flamme d'allumette dans une poudrerie“ et qu'elle peut facilement donner naissance à un conflit pareil à celui de 1914.

Il est tout à fait surprenant, Mr. le Président, qu'un homme (Piłsudski) qui a tant protesté contre de pareils agissements lorsque la Pologne était opprimée par la Russie veuille appliquer une discipline encore plus atroce aux races actuellement subjuguées par la Pologne. C'est bien lui qui a multiplié les gestes hypocrites d'honnêteté politique et, même à l'heure actuelle, les apologistes polonais dans la Ligue des Nations et partout ailleurs font un grand tapage sur leur désir d'accorder des concessions

à leurs minorités; néanmoins dans l'opinion publique se fortifie de plus en plus la conviction que la politique de la Pologne est une politique de boa-constrictor qui après avoir avalé son butin et après avoir rassasié son appétit désire qu'on le laisse seul et veut s'assurer une paix imperturbable pendant qu'il digère.

Comment cette chambre peut-elle justifier le meurtre des femmes et des enfants sans protection? Comment cette chambre peut-elle justifier la destruction préméditée de la propriété publique et privée? En un mot, comment cette chambre peut-elle justifier le dessein perfide d'extermination d'une race entière pour satisfaire l'insatiable et héréditaire appétit pour la cupidité et la rapacité d'une classe dirigeante qui a toujours passé en Europe pour la plus insouciant, la plus dissipée, la plus cruelle et la plus incompétente.

Le monde ne peut attendre que les Ukrainiens sanctionnent leur propre crucifixion; il serait tout au contraire surprenant qu'ils ne consacrent pas tous leurs efforts pour prendre le corps ensanglanté de l'Ukraine occidentale crucifiée et le remettre entre les mains du médecin qui peut lui rendre la santé et le bien-être; chaque race a le droit de vivre conformément à ses traditions et il est certain qu'aucune personne raisonnable ne peut condamner les Ukrainiens à commettre un véritable suicide national.

Je demande respectueusement au nom des trois cent mille Ukrainiens résidant au Canada que cette question soit soumise au conseil de la Ligue des Nations pour que cette institution fasse une enquête impartiale et désigne une commission pour étudier la situation générale de la Galicie Orientale, et prenne les mesures nécessaires pour sauvegarder les droits des minorités en Pologne.

M. B. B. Bennet (Premier Ministre): Je suis sûr que nous pourrons prêter aide et assistance à nos membres associés dans la Ligue; l'expérience passée et la façon de procéder de la Ligue ont démontré qu'à chaque occasion où un fait de ce genre a été signalé à l'attention du conseil on désignait une commission et on faisait un rapport, donc il ne sera ni long ni difficile d'entreprendre une pareille action rendue nécessaire par les circonstances présentes.

M. J. S. Woodsworth (Winnipeg Nord Centre): Permettez-moi de dire un mot à propos des Ukrainiens venus au Canada: plus de dix mille d'entre eux se sont inscrits volontairement dans le Canada occidental pendant la Grande Guerre. Si vous parlez de la loyauté, qui est assurément une preuve de la loyauté envers les institutions Britanniques, ils la concurent comme la plupart des gens à cette époque.

Je ne suivrais pas le député de Vegreville (Mr. Luchkovich) à propos d'un détail. Je pense qu'il a bien prouvé qu'il y a des raisons très solides pour prétendre que les droits des minorités en Pologne sont violés et que le traité est rompu. Permettez-moi de signaler qu'après tout, la Pologne elle-même est une création plus ou moins arbitraire. La Pologne telle qu'elle existe aujourd'hui n'est pas la Pologne de jadis, et je pense que la création de ce nouvel État est la plus grosse faute du traité de paix. Nous avons créé un pays au pouvoir centralisé et nous avons abandonné les minorités de ce pays dans une situation vraiment inférieure. Mais outre cela il me semble qu'il est démontré jusqu'à l'évidence que le traité n'est pas strictement observé.

Comme l'a signalé le député de Vegreville le trouble provient de ce que les populations Ukrainiennes n'ont pas de foyer national, qu'elles n'ont pas de grand État national qui prenne en charge leurs revendications. Ainsi c'est à un double titre que nous incombe à nous les autres membres de la Ligue la charge de mettre en avant ces revendications.

M. Ernst Lapointe (Quebec Est): Je répète, que je suis en faveur de la motion de mon honorable ami — si cela peut être une motion — que le prestige du Canada et son autorité doivent appuyer la proposition de mon hon. ami et qu'une investigation complète doit être entreprise par la Société des Nations.

M. Armand La Vergne (Montréal): Je pense que l'hon. député de Vegreville (Mr. Luchkovich) a eu tout à fait raison de soulever cette question devant la chambre. Accoutumé à considérer que la Pologne est depuis des siècles le soldat de la Chrétienté, je dois avouer que j'ai le cœur navré d'apprendre les choses rapportées ici; et je suis d'accord avec le député de Quebec d'Est que le prestige du Canada doit soutenir les exigences du peuple ukrainien dans ce pays pour la justice opprimée.

Publications parvenues à la rédaction.

1. L'Ingénieur ukrainien. Organe de l'Union des associations d'ingénieurs ukrainiens à l'étranger. No 1. Poděbrady, Tchécoslovaquie, 1931, pp. 88.

(L'Union des associations d'ingénieurs ukrainiens à l'étranger réunit plus de 400 ingénieurs ukrainiens de différentes spécialités et travaillant dans les différents pays de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie).

2. Polish Atrocities in Ukraine. Compiled and edited by Emil Revyuk. New York 1931, p. 512.

3. The Danger Spot of Europe, with a foreword by Cecil Malone, M. P.

Directeur: E. Holcynskýj.

Imprimerie: „Politika“, Prague. Paraît à intervalles non réguliers.

